

Ils sont parmi nous

Par Mehdi Atmani, Julie Zaugg

Ils ont leurs propres écoles, médias et même quartiers d'habitation. Mais qui sont vraiment les expatriés? Coup de projecteur sur cette communauté discrète et aisée, qui vit à côté des Suisses sans vraiment se mêler à eux.

«Bonjour, hello, can I help you?» sourit la vendeuse du magasin d'habits pour enfants. Au centre commercial de Chavannes-de-Bogis, l'anglais est omniprésent, de la caisse du supermarché au restaurant self-service. Parfois, on entend quelques bribes d'allemand, de suédois ou d'hindi. C'est que nous sommes au beau milieu d'un territoire exigu, courant de Versoix à Nyon, qui héberge la plus grande concentration d'expatriés («expats») du pays. Malgré leur nombre, ces travailleurs déplacés en Suisse pour quelques années par leur entreprise ou une organisation internationale restent mal connus. Radiographie d'une communauté.

Combien sont-ils?

Il n'existe pas de chiffres précis, car les expats se fondent dans la masse des étrangers détenteurs d'un permis B (autorisation de séjour renouvelable pour les non-membres de l'Union européenne). Mais on peut les évaluer à quelque 100 000 pour l'ensemble de la Suisse romande, soit presque l'équivalent d'une ville comme Lausanne. Rien qu'à Genève, il y en a 65 000, dont 40 000 fonctionnaires internationaux et leur famille. Philip Morris en emploie 180, Japan Tobacco International 157, Procter & Gamble 500 et Nestlé 584.

D'où viennent-ils?

Les Américains, encore majoritaires il y a quelques années parmi les expats, ont cédé la place aux Européens, dont la présence a été dopée par les accords de libre circulation. Les Français et les Belges sont nombreux, en raison de la langue commune, mais les Britanniques aussi: «De nombreux sièges européens ont d'abord été installés à Londres, avant d'être déplacés en Suisse», explique Eric Maire, directeur de projet au Développement économique vaudois.

Depuis peu, de nouvelles nationalités ont fait leur apparition: les Russes qui travaillent dans le négoce de pétrole et de matières premières, les Indiens spécialisés dans l'informatique et les premiers Chinois avec l'arrivée de Bank of China à Genève. Parfois, il s'agit de microphénomènes: «La visite du conseiller d'Etat Bernard Soguel en Inde, en 2005, a eu un effet important sur l'installation de firmes indiennes à Neuchâtel», raconte Jacques Pasche, directeur du Développement économique de la Suisse occidentale (DEWS).

Où sont-ils?

La plupart des expats sont installés sur l'arc lémanique, notamment dans la région de Nyon et Morges-Rolle. Ces deux zones ont connu la plus forte hausse démographique de Suisse romande (+18% et 14%, dont une majorité d'étrangers) entre 1996 et 2006, selon une étude de Credit Suisse parue en août 2008. Habités aux longs trajets en voiture dans leur pays d'origine et confrontés aux pénuries du logement genevoise et lausannoise, les expats n'hésitent pas à

s'exiler hors des villes. «J'en connais même qui vivent dans une station de ski et travaillent depuis la maison, ne descendant en ville que deux à trois fois par semaine», sourit Catherine Nelson-Pollard, expat anglaise et auteur du blog Living in Nyon. Certaines communes de Terre-Sainte comptent jusqu'à 15 ou 20% d'anglophones. Sur les dix localités de Suisse qui en ont le plus, neuf se trouvent dans cette région, la dixième étant Leysin. «Nous avons 854 habitants de 48 nationalités, dont 88 diplomates», confirme Bernard Kocher, le syndic de Bogis-Bossey, commune qui compte 17,2% d'anglophones. Le manque de logements pousse aussi une partie des expatriés à s'installer en France voisine.

Pour qui travaillent-ils?

Si les grandes multinationales emploient le plus d'expats, de nombreuses start-up et petites entreprises très spécialisées font également appel à ces talents étrangers, surtout dans les domaines où la Suisse manque de personnel qualifié (informatique, ingénieurs, finance). Il s'agit en général de cadres supérieurs ou d'employés à haute valeur ajoutée chargés de transmettre des compétences spécifiques à leurs collègues suisses. «Lorsqu'une entreprise s'installe en Suisse, elle commence avec une majorité d'expats, de l'ordre de 80%, indique Eric Maire. Une fois la phase critique de la première année passée, cette proportion s'inverse au profit des travailleurs locaux.» Quant aux «internationaux», ils travaillent dans l'une des 160 représentations diplomatiques, 250 ONG ou quelque 59 organisations internationales qui composent la Genève internationale.

Sont-ils privilégiés par rapport aux employés locaux?

La délocalisation en Suisse vaut à l'expatrié de nombreux avantages. L'entreprise peut compenser les pertes fiscales causées par le déménagement, prendre en charge une partie de ses frais d'écologie et de logement ou lui mettre à disposition une société de relocation qui se chargera de gérer tous ses soucis du quotidien (trouver un appartement, ouvrir un compte en banque, obtenir un abonnement à Swisscom, etc.). «Le jour même de mon arrivée à Genève, j'avais une voiture, une place dans une école internationale pour ma fille et un choix de quatre appartements, se souvient le Britannique Trevor, 48 ans, IT project manager à la SGS. Je n'ai eu aucun stress.»

Le contenu de ce «package» est négocié au cas par cas à l'interne de l'entreprise. «C'est la loi du marché qui prévaut: plus une firme veut faire venir quelqu'un et plus elle sera prête à y mettre le prix», détaille Olivia Guyot, secrétaire générale du Groupement des entreprises multinationales. Les sociétés ont cependant commencé à rogner sur ces avantages. Depuis trois ans, on a vu apparaître le statut d'«inpat», qui tend à se généraliser. Ces employés ne sont pas compensés pour leur venue en Suisse, ils touchent un salaire local et n'ont aucune garantie d'être réintégrés par leur entreprise, une fois de retour dans leur pays.

Pourquoi restent-ils en marge de la vie en Suisse?

«La logique de la multinationale, c'est de mettre l'employé dans un environnement entièrement sécurisé», note David Talerman, auteur de l'ouvrage Travailler et vivre en Suisse. L'expat qui sait qu'il peut jouer au foot dans l'équipe anglophone de l'entreprise et dont les enfants suivent le programme scolaire américain à l'école internationale sera moins dépaysé, et donc plus disponible pour son travail. Procter & Gamble est passé maître en la matière: la multinationale a mis sur pied une hotline 24 h/24 qui fournit des conseils et un soutien aux expats, leur propose

des cours de langue et organise une pléthore d'activités hors des heures de bureau (participation au Marathon de Genève, journées de ski ou cours de yoga). Problème: la vie sociale de l'expat se concentre alors exclusivement sur son environnement de travail. «Professionnellement, il s'agit d'une attitude rationnelle mais, sur le plan humain, c'est un ratage complet», s'énerve David Talerman.

Pour le conjoint, qui a souvent tiré un trait sur une carrière prestigieuse pour suivre son mari ou sa femme à l'étranger, c'est encore pire: coupé de son réseau amical et familial, il risque de se retrouver complètement isolé. «Si le conjoint ne décroche pas un poste satisfaisant, il restera éternellement le mari ou la femme de», note le Français. Certaines entreprises ont compris l'importance de cet aspect et proposent aux conjoints des cours de langue ou des formations complémentaires pour leur permettre de s'adapter au marché du travail local. Novartis a même lancé en 2001 le Spouse Career center, un organisme chargé d'aider le conjoint à trouver un emploi.

Hors de l'entreprise aussi, une multitude de structures permettent aux expats de rester entre eux: associations comme l'International Women's Club, sites communautaires comme le géant Glocals (27 000 membres) et médias anglophones (GenevaLunch, Swisster, World Radio Switzerland ou Nasha Gazetta pour les Russes). Sans oublier les nombreux événements organisés pour cette population, tels que les Happy Thursdays du Centre d'accueil de la Genève internationale, les «welcome drinks» de Glocals ou le Léman Expat Fair, une foire qui a lieu une fois par année à Morges.

«Ce n'est pas facile de se motiver à apprendre le français en Suisse: il y a tellement d'anglophones qu'on peut facilement survivre sans», note Catherine Nelson-Pollard. J'ai vécu au Chili et en Uruguay où nous n'avions pas d'autres choix que de parler l'espagnol, car nous étions les seuls gringos de la ville.» Et de se souvenir de cette Américaine qui a fini en larmes après avoir passé des heures à tourner dans le parking d'un supermarché romand, car elle ne connaissait pas le mot français «sortie».

Reste que les Romands ont aussi leur part de responsabilité. «L'exclusion se passe dans la tête de l'expatrié, mais aussi dans celle des locaux, relève David Talerman. Ils ont tendance à ne pas trop vouloir s'investir dans une relation s'ils savent qu'on va de toute façon repartir bientôt.» Himanshu, 34 ans, venu à Genève pour travailler dans le négoce de sucre, se plaint de n'avoir pas encore rencontré un seul Suisse: «J'ai vécu à Dubaï, en Asie du Sud-Est, en Afrique, mais c'est ici que je trouve le plus dur de me mêler à la population locale. Même les voisins d'un immeuble commun ne s'adressent pas la parole», raconte l'Indien.

Mais, si les clichés ont la vie dure – tant celui du Suisse renfermé que celui de l'étranger hautain – la réalité est plus nuancée. «Les expats ont un vrai intérêt pour le fonctionnement de leur pays d'accueil, remarque Nir Ofek, l'un des fondateurs de Glocals. Récemment, nous avons mis sur pied un événement pour leur expliquer la politique suisse et 520 personnes se sont inscrites!» L'Américaine Ellen Wallace, qui a lancé GenevaLunch, pense elle aussi que l'époque où les anglophones pouvaient vivre vingt ans en Suisse sans piper un mot de français est révolue. «La jeune génération est plus ouverte. La diversification des nationalités au sein de la communauté expat les a obligés à s'adapter.» Sans oublier que, si la durée de séjour moyenne d'un expatrié ne

dépasse pas deux ou trois ans, certains ont fini par prendre racine. Et leurs enfants ont grandi en Suisse. «Mon fils se sent davantage Suisse qu'Américain, raconte la journaliste. Il voyage avec son passeport helvétique et il a complètement intégré la neutralité ainsi que le rapport à l'argent, qui caractérisent la Suisse.»

Comment la Suisse est-elle devenue un pays à expats?

«La Suisse romande dispose d'infrastructures attrayantes: un aéroport international à quelques pas de Genève, des transports publics efficaces, de bons hôpitaux et des hautes écoles à la pointe qui permettent des transferts de technologie intéressants», détaille Blaise Matthey, le directeur de la Fédération des entreprises romandes. La fiscalité attractive s'y ajoute, même si les cantons romands ont dû renoncer, au début de 2009, à l'arrêté Bonny. Enfin, les multinationales apprécient de pouvoir trouver facilement du personnel hautement qualifié, multilingue, productif et peu enclin à la grève.

Malgré ces conditions-cadres avantageuses, les efforts déployés par les cantons varient beaucoup. Genève se reposerait sur ses lauriers, persuadée que la seule renommée de son nom suffit à attirer les multinationales, selon plusieurs observateurs. A l'inverse, Vaud et, surtout, les cantons périphériques comme Neuchâtel et Fribourg ont su saisir la balle au bond. «Ces cantons ont fait un effort particulier en termes de fiscalité, note Jacques Pasche. Ils partent de plus loin, ils ont compris qu'il fallait s'activer.» Les chiffres sont éloquentes: Genève a attiré 30 nouvelles entreprises étrangères en 2008 – un résultat décevant au vu du prestige de la ville – contre 33 pour Vaud, 26 pour Neuchâtel et 29 pour le Valais.

Mais, au-delà de ces rivalités, il manque une stratégie intercantonale. «Il n'existe pas de vision de la Suisse romande comme espace unifié, déplore Thierry Baglan, l'un des démarcheurs du DEWS pour le marché français. Or, auprès des multinationales, la promotion se fait par secteurs d'activité, pas par cantons. Il faut mutualiser les efforts, si l'on veut conserver des conditions-cadres compétitives par rapport aux autres pays.» Eric Maire rappelle que, si 20 à 25 promotions économiques étaient en compétition pour attirer les entreprises américaines il y a dix ans, elles sont maintenant 170. «Nous sommes en concurrence avec des Etats comme la France ou l'Allemagne qui sont prêts à subventionner les firmes qui créent des emplois chez eux», dit-il.

Qu'en retire la Suisse?

A Genève, un poste sur trois dépend des multinationales. De plus, la progression de l'emploi (+180% depuis 1980) y est plus forte que dans le reste de l'économie (+8% sur la même période). Les organisations internationales et les ONG représentent, elles, 12% des emplois dans la Cité de Calvin. Globalement, la Genève internationale «dépense» 4 milliards de francs par an, dont près de la moitié en salaires. Les retombées économiques de la présence de Procter & Gamble dans la ville du bout du lac s'élèvent à 500 millions de francs par an. A cela s'ajoutent les nombreux sous-traitants qui travaillent avec les multinationales ainsi que les entreprises qui se sont créées expressément pour répondre aux besoins de cette population, comme la quarantaine de sociétés de relocation actives sur Genève.

Les expats sont-ils affectés par la crise?

La crise n'épargne pas les multinationales installées sur l'arc lémanique. Ni Genève ni Vaud n'ont subi de licenciements collectifs, mais les renvois individuels se multiplient. Discrétion des

entreprises oblige, les informations sont lacunaires. Mais Caterpillar a annoncé un plan de restructuration mondial comprenant 35 000 licenciements. Del West, qui emploie 85 personnes à Roche (VD), a réduit son effectif de 31 personnes. Et les expats qui travaillent dans la finance disent avoir eu vent de plusieurs licenciements dans ce secteur. Quant à l'embauche, elle est gelée. «Les demandes de permis B pour les travailleurs extracomunautaires ont été divisées par deux depuis décembre, passant de 100 environ à 50», indique Roger Piccand, chef du Service de l'emploi vaudois.

Les mesures d'économie prennent aussi des formes moins visibles. «Les multinationales renvoient leurs expats chez eux et rapatrient les Suisses qu'elles avaient délocalisés à l'étranger, note Olivia Guyot. Cela permet d'économiser sans licencier.» Elle cite un cas où une quinzaine de Suisses ont dû rentrer. Quant aux projets d'installation en Suisse, plusieurs sont gelés ou retardés. «Les entreprises attendent de voir comment la situation va évoluer», note Thierry Baglan, qui fait état de deux dossiers suspendus.

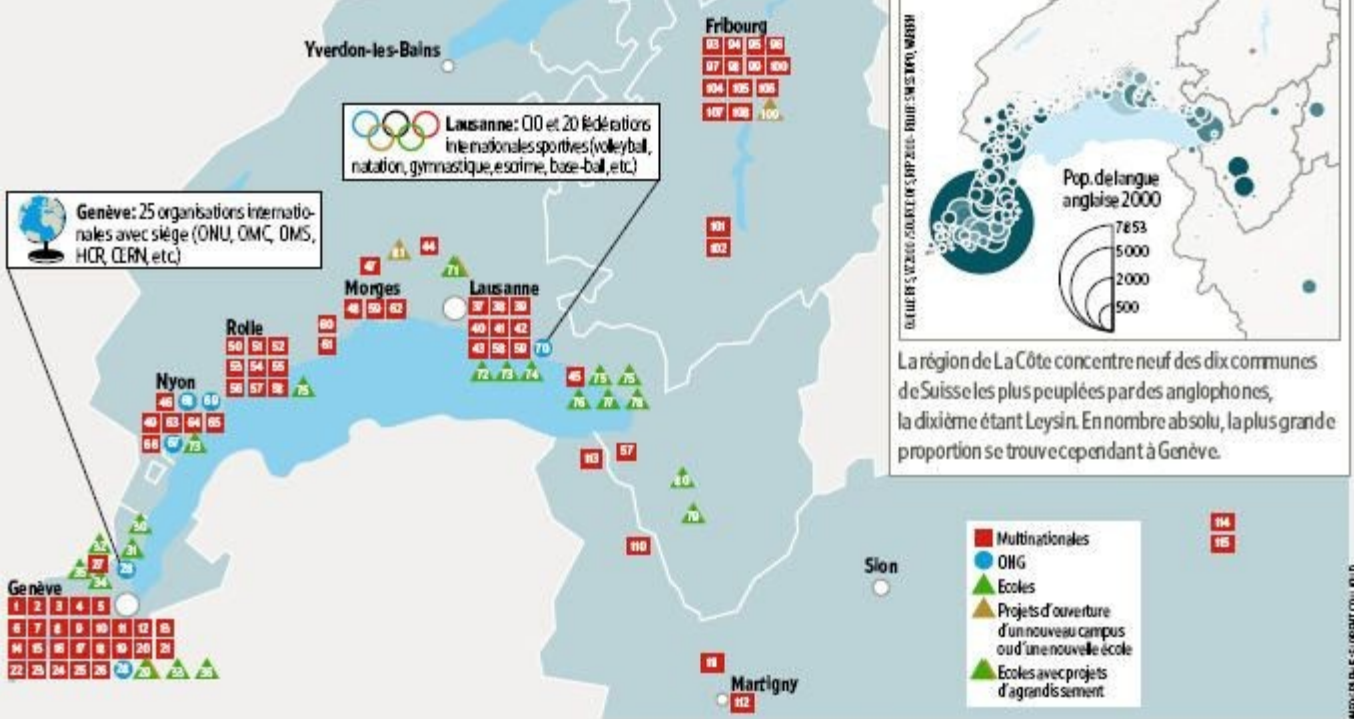
Pas de compte à l'UBS. Enfin, les remous autour du secret bancaire et le différend fiscal avec l'UE ont effarouché un certain nombre de firmes. La stabilité politique et fiscale de la Suisse – sans même parler des avantages fiscaux concédés aux entreprises européennes – représentait un atout de taille pour le pays. «Le tort d'image est considérable», soupire Eric Maire. Les tensions entre l'UBS et les Etats-Unis ont en outre eu un effet inattendu: «Il est devenu impossible d'ouvrir un compte bancaire à l'UBS pour les expats américains, raconte Sabine Baerlocher, patronne de la société Active Relocation. La banque ne veut plus prendre ce risque face au fisc américain.»

Paradoxalement, la Suisse pourrait aussi profiter de la crise: «Certaines entreprises accélèrent leur installation, qui leur permettra de faire des économies d'échelle, révèle Eric Maire. Une entreprise présente sur 60 sites en Europe a, par exemple, décidé d'avancer de six à neuf mois la centralisation de son département informatique et RH en Suisse.» De même, Japan Tobacco International a annoncé la création de 400 emplois sur son nouveau site du Sécheron.

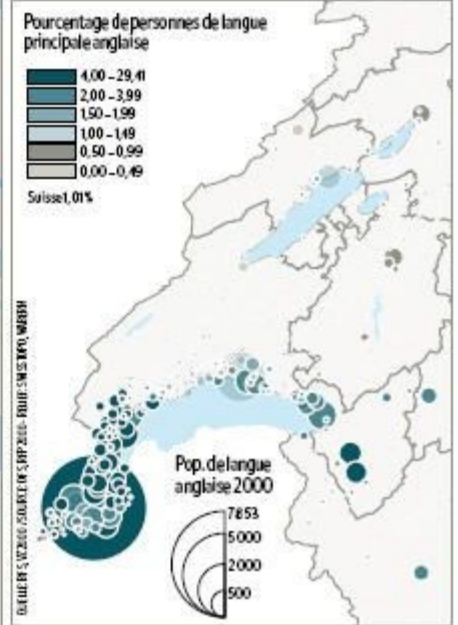
INVENTAIRE

«Expats Land»

La Suisse romande abrite une quantité record de multinationales et d'organisations internationales. Elles sont surtout présentes sur l'arc lémanique. Dans les écoles internationales, au nombre de 30 environ, il manque 6000 places pour faire face à la demande.



UNE MARÉE D'ANGLOPHONES



La région de La Côte concentre neuf des dix communes de Suisse les plus peuplées par des anglophones, la dixième étant Leysin. En nombre absolu, la plus grande proportion se trouve cependant à Genève.

GENÈVE

Multinationales Genève: 1 AT & T, 2 Procter & Gamble, 3 Caterpillar, 4 BNP Paribas, 5 AIG, 6 HSBC, 7 Bank of China, 8 Citibank, 9 Barclays, 10 SGS, 11 Cargill International, 12 DuPont de Nemours, 13 Merrill Lynch International, 14 Japan Tobacco International, 15 Reuters, 16 Uitasco, 17 Christie's, 18 Epida Memory, 19 Nestlé Oil, 20 Merck Serono, 21 Rosbank, 22 Bunge, 23 Electronic Arts, 24 Eli Lilly, 25 Kempinski International, 26 STMicroelectronics / Meyrin, 27 Hewlett Packard

ONG Genève: 25 organisations internationales avec siège / environ 250 ONG (OCR, Centre International de Démontage Humanitaire, Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, Small Arms Survey, Centre pour le dialogue humanitaire, etc.)

Ecoles L'École internationale de Genève, Founex, Grand-Saconnex, Pregny, Nations / Le Collège du Léman, Versoix / La British-English School, Genthod / Le Lycée International, Femey-Voltaire / L'Institut Florimont, Petit-Lancy / Geneva German School, Vernier / École suédoise de Genève, Meyrin / École primaire française, Genève.

VAUD

Multinationales Lausanne: 24 Philip Morris International, 25 Fastcom, 26 Nokia Research Center, 27 Siemens, 28 Starbucks Coffee Trading International, 29 BAT, 30 Ferring International Pharmaceuticals /

Cheseaux-sur-Lausanne: 34 Kudelski / Vevey, 35 Nestlé / Gland, 36 Sun Microsystems / Romanel-sur-Morges, 37 Logitech / Morges, 38 Monsanto International / Chêserex, 39 Adecco International / Rolle, 40 Honeywell Europe, 41 Nissan International, 42 SC Johnson Europe, 43 Cisco International, 44 Yahoo! Europe, 45 Cadbury Europe, 46 Chiquita, 47 ADM / Roche, 48 Del West / Pully, 49 Tetra Laval International / Saint-Prex, 50 Ferring International, 51 Vale / Tolochenaz, 52 Medtronic Europe / Nyon, 53 Weight Watchers, 54 Novartis, 55 General Mills, 56 Tata Consultancy Services

ONG Nyon: Union des associations européennes de football / Gland, Union internationale pour la conservation de la nature, WWF / Lausanne: CIO et 20 fédérations internationales sportives

Ecoles L'École internationale, Mont-sur Lausanne / Brillantmont International School, Lausanne / Collège Champittet, Pully et Nyon / École Lemania, Lausanne / International School, Monts-de-Corsier, Rolle, Montreux / St-George's School, Clarens / Institut Monte Rosa, Montreux-Terribet / Haut-Lac, École internationale bilingue, Vevey / Algon College, Villars-sur-Ollon / Leysin American School, Leysin / Ouverture par la société Sabis d'une école internationale, Mex.

NEUCHÂTEL

Multinationales Le Locle: 62 Johnson & Johnson / Boudry, 63 Celgene International / La Chaux-de-Fonds, 64 Glenmark Pharmaceuticals,

65 Richmond International, 66 Stryker / Neuchâtel, 67 Autodesk, 68 Baxter Bioscience, 69 Kyphon-Medtronic, 70 Philip Morris

Ecoles L'École internationale, Neuchâtel / St-George's School, ouverture d'un campus à Neuchâtel en août 2009

FRIBOURG

Multinationales Fribourg: 80 Alcon, 81 Mage Kurststoff, 82 Bayer, 83 VerSign, 84 Actuate International, 85 Blue Coat Systems, 86 Harmonic International, 87 Tupperware Products / Bulle, 88 Liebherr International, 89 Farchim / Morat, 90 Sika Burgess Electronics Holding / Marly, 91 Ilford Imaging / Villars-sur-Glâne, 92 Armada Shipping, 93 Seeking International, 94 Vibro-Meter / Givisiez, 95 Michelin

Ecoles Fribourg International School, Matran

VALAIS

Multinationales Collombey: 96 Tamoil / Donnaz, 97 Eden Springs / Martigny, 98 Debio Recherches Pharmaceutiques / Le Bouveret, 99 Symrise / Visp, 100 Heineken, 101 DSM Nutritional Products

JURA

Multinationales Boncourt: 102 BAT / Delémont, 103 Hasbro / Bassecourt, 104 SIT Centre SA (en implantation)

Ecoles. La demande explose

Par Mehdi Atmani

Les établissements internationaux de Genève et Vaud ne peuvent plus absorber le flux d'enfants expatriés. La solution? Construire et collaborer avec les écoles publiques.

Le jeune Alistair, 14 ans, ne quittera sa banlieue cossue de Londres que l'été prochain, mais il est déjà inscrit sur la liste d'attente de six écoles internationales de l'arc lémanique. Employé de la multinationale Yahoo!, son père vient en effet d'être muté à Rolle. Ce type de cas tend à se généraliser. Au sein de la trentaine d'établissements internationaux présents entre Montreux et Genève, on ne peut plus absorber le flux des nouveaux arrivants. A Genève, où l'école internationale assure l'éducation de 4000 enfants d'expatriés, on enregistre une hausse de la demande de 100% par rapport à l'année dernière, souligne Michaelene Stack, directrice du développement de l'Ecole internationale de Genève. Un constat partagé par l'ensemble des établissements de la région. Selon Pierre-Antoine Hildbrand, responsable de l'Association vaudoise des écoles privées, il manque 6000 places dans les écoles internationales. Une pénurie qui touche particulièrement le canton de Vaud, où l'offre est bien en deçà de la demande.

Communes réticentes. Pourtant, les projets d'expansion ne manquent pas. A l'étroit, l'Ecole internationale de Lausanne avait déjà, en 2005, quitté son campus de Pully pour s'établir au Mont. Aujourd'hui, ses 600 places ne suffisent plus. L'école a entrepris des procédures d'agrandissement pour accueillir 300 élèves supplémentaires. Au Collège de Champittet, on recherche depuis des mois un terrain sur La Côte pour implanter une extension de l'école qui accueillerait 600 élèves supplémentaires. Mais le marché est saturé et les autorités communales ne facilitent pas toujours la tâche, comme le démontre l'exemple de la société américaine Sabis, spécialisée dans la construction d'écoles privées livrées «clés en main». Présent dans 16 pays, le groupe devait ouvrir son école internationale l'année dernière, à Colombier-sur-Morges. Craignant une explosion du trafic routier sur la commune, la population du village a finalement refusé le projet. La société Sabis n'a pas renoncé pour autant. Elle construira son école à Mex, entre Morges et Lausanne. Si tout se passe bien, la commune de 612 habitants accueillera l'établissement de 1500 élèves, à la rentrée 2010.

En comparaison avec Vaud, Genève se montre plus volontariste. L'Etat de Genève «a mieux anticipé la pénurie de places dans les écoles: elle les a agrandies quand Procter & Gamble est arrivé et a facilité l'installation de l'Institut international de Lancy», rappelle Daniel Loeffler, directeur de la promotion économique genevoise.

Face au manque de coopération des autorités communales vaudoises, plusieurs établissements songent à s'établir dans d'autres cantons, à l'instar du collège Saint-Georges à Montreux. L'Ecole internationale de la Riviera vient de terminer l'extension de son campus de Clarens et planche sur l'ouverture de nouveaux sites dans la région, «mais les autorités communales de Montreux nous mettent des bâtons dans les roues», regrette Francis Kahn, administrateur. Ce dernier migre donc ailleurs, à Neuchâtel, où l'offre en écoles internationales est encore faible. Son établissement accueillera 150 élèves à la rentrée prochaine. Une bonne affaire pour le canton de Neuchâtel. Car qui dit écoles internationales, dit multinationales. Selon le même calcul, le

canton de Fribourg comptait ouvrir, l'année dernière, son premier établissement international, «mais à l'heure actuelle, nous n'avons pas la masse critique d'élèves pour concrétiser notre projet», déplore Thierry Mauron. Surpris et déçus, le directeur de la promotion économique et Charles Morel, président de la Chambre du commerce prendront, le 20 avril, la décision de maintenir ou non le projet.

Filières bilingues. Au-delà des aides étatiques, d'autres solutions, dans le secteur public, permettraient de pallier la pénurie. Eric Maire, du Développement économique vaudois, suggère la mise en place d'un partenariat entre établissements publics et privés, se concrétisant, entre autres, par le partage des enseignants ou des infrastructures. De même, il estime qu'il faudrait envisager la création de filières bilingues dans le public. Le conseiller d'Etat genevois en charge de l'éducation, Charles Beer, y est favorable: «Aujourd'hui, nous n'avons pas les moyens d'étendre l'enseignement bilingue à l'ensemble des établissements du canton. Mais nous réfléchissons à des expériences pilotes.» Quant au libre choix entre écoles privées et publiques revendiqué par les parents d'élèves, il n'est pour l'instant pas envisagé.

Logement. Expats grugés et loyers à la hausse

Par Julie Zaugg

Dotés d'un budget élevé, les employés des multinationales faussent le marché de l'immobilier sur l'arc lémanique. D'autant plus que les régies et les sociétés de relocation ne se gênent pas pour les plumer.

Une fois la question de l'école réglée, les expats doivent encore trouver un logement. Une gageure sur l'arc lémanique. La pénurie est la plus grave à Genève, qui connaît le taux de vacance le plus bas du pays (0,2% pour une moyenne nationale de 0,97%). Un appartement de 4,5 pièces y coûte 1,2 million, contre 752000 à Lausanne et 708000 à Neuchâtel.

Nombre d'expats choisissent donc de s'installer dans le canton de Vaud – sur La Côte principalement – ou en France voisine, exportant la pénurie genevoise dans ces zones. «Résultat, les revenus fiscaux de cette population nous échappent», déplore Philippe Meyer, membre de la direction de la Chambre de commerce et d'industrie genevoise. C'est aussi le lien avec la cité qui est mis à mal: «Moins ancrés à Genève, ces expats ne vont pas s'engager avec la même intensité pour défendre la présence de leur entreprise chez nous si une délocalisation est envisagée», juge Michel Burgisser, chef du Service du logement genevois.

Reste que les expats ne sont pas à plaindre. Avec un budget moyen de 6000 à 7000 francs pour le logement, ils s'en tirent mieux que les Suisses, même si les montants de 10000 ou 12000 francs – courants il y a une dizaine d'années – n'ont plus cours. «La plupart des firmes ont cessé de payer de telles sommes, se contentant de financer une partie du loyer pendant les premières années de séjour ou de verser une somme unique de 50000 ou 100000 francs, indique Sabine Baerlocher, cheffe de la société Active Relocation. Une large proportion d'expats doit se contenter d'un budget de 3000 francs.» Certaines multinationales vont jusqu'à acheter elles-mêmes des

logements qu'elles louent à leurs expats. «Procter & Gamble a acquis plusieurs villas sur notre commune», confirme le syndic de Bogis-Bossey Bernard Kocher. Nestlé possède des appartements à Vevey.

Comme à Londres ou à Moscou. L'arrivée de cette clientèle aisée sur le marché immobilier romand a eu pour effet de pousser les loyers et les prix de vente à la hausse. «Les multinationales arrivent avec des ressources financières importantes; elles sont prêtes à payer plus que les locaux, même si cela risque de changer avec la crise», indique Michel Burgisser. Plus grave, les régies profitent de la méconnaissance des expats face au marché local pour leur fixer des prix trop élevés, selon Thierry Sticher, avocat pour l'Asloca Genève. Habitué aux loyers de Tokyo, Londres ou Moscou, ces derniers ne pensent même pas à négocier et acquièrent des biens pour des montants qui n'ont «plus aucun lien avec le marché». Quant aux sociétés de relocation, elles omettent de dire à leurs clients qu'ils ont le droit de contester leur loyer. «Parfois, elles prennent une commission dessus, elles ont donc tout intérêt à ce qu'il soit fixé le plus haut possible», poursuit l'avocat. Ces dernières le reconnaissent sous le sceau de l'anonymat. «Les régies aiment bien les expats, car ils ne parlent pas le français et ne vont donc pas lire les petites notes en bas du contrat de bail, dit l'une d'entre elles. Et nous participons à cela: les régies sont nos principaux partenaires, on ne va pas encourager un expat à contester son loyer.»

Résultat, on a vu apparaître des loyers complètement fantaisistes. Nelly de Tscharner, préfet de Nyon, cite le cas d'une villa louée 20000 francs par mois dans une commune de Terre-Sainte. «Dans mon district, les prix ont doublé, voire triplé, en quelques années, s'énerve-t-elle. Les locaux ne peuvent plus les payer et doivent s'en aller.» La situation est telle que certaines communes se sont mises à acheter des terrains pour y construire des logements à prix abordables. C'est le cas de Féchy: «Nous avons dû agir: les jeunes ne trouvaient plus à se loger et partaient en ville, raconte le syndic Francis Liard. Ce n'était pas bon pour la vie du village.»

2 AVRIL 2009 L'HEBDO

<http://www.hebdo.ch/>